

République française
Département des Hautes-Pyrénées

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ADOUR MADIRAN



Séance du 12 juillet 2017

Membres en exercice : 99

Date de la convocation : 05/07/2017

Présents : 79 *L'an deux mille dix-sept et le douze juillet, l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Frédéric RÉ*

Votants : 88 **Présents** : Aline ABADIE, Vincent ABADIE, Claudine ARGACHA, Roland ARTUS, Patrick BAYLERE, Christian BERDY, Martine BETBEZE, Jacques BETTONI, Franck BOCHER, Sylvie BOIRIE, Annie BONNECARRERE, Alain BONNECARRERE, Maryse BORDIER, Monique BOSOM, Christian BOURBON, Bruno CAMPAGNARI, Jean-Louis CAPDEQUI (suppléant Pujo), Sidonie CARDOUAT, Alain CASSOU, Jean CAUBIOS, Serge COURNET, Jean-Louis CURRET, Didier CUVELIER, José DEBAT, Gérard DIEUZEIDE, Louis DINTRANS, Sylvie DUBERTRAND, Christian DUBERTRAND, Roland DUBERTRAND, Sandra DUCES, Gilbert DUCOS, Jacques DUFFAU, Christian DHUGUES, Guy DULOUT, Stéphane ETIENNE, Olivier EUDES, Francis GOMEZ (suppléant Tarasteix), Denis GRONNIER, Alain GUILLOUET, Christine HABAS, Serge JOSEPH, Joël LACABANNE, Julien LACAZE, Jean-Marc LAFFITTE, Dominique LAGAHE, Paul LAGRAVE, Antoine LAPEZE, Bernard LAQUAY, Francis LARRANG, Bernard LAURENS, Nelly LAURENT-DUCASTAING, Bernard LUSSAN, Jean-Louis MAGNI, Robert MAISONNEUVE, Pierre MANHES, Jérôme MARRE, Clément MENET, Yves MENJOULOU, Michel MENONI, Jean NADAL, Laurent NICOLAU, Denise NOGUES-CHARTRAIN, Jean-Paul PENE, Thérèse PEYCERE, Laurent PEYROU (suppléant Escondeaux), Francis PLÉNACOSTE, Magali POINSOT-DARGAIGNON, Bernard POUBLAN, Christian PUYO, Frédéric RÉ, Bernard ROUSSIN, Sandrine SANTACREU, Jean SEMPÉ, Véronique SOUBABERE, Jean-Louis SOUQUET, Véronique THIRAULT, Jean-Paul TEULÉ, Élisabeth VIGNAUX et Max VIGNOLA

Représentés : Frédérique BELLARDI-SAVOYE par Véronique SOUBABERE, Catherine GUILLON-MARIENVAL par Jean NADAL, Anne-Laure LARMITOU-LATRILLE par Jean-Paul PENE, Francis LOUMAGNE par Frédéric RÉ, Alain MADRONA par Sylvie BOIRIE, Pascal PAUL par Jean-Louis CURRET, Patrick ROUCAU par Clément MENET, Michel SUZAC par Francis GOMEZ, Jean-Marc TISNÉ-DABAN par Jean-Paul TEULÉ

Excusés : Jean-Pierre CURDI, Claude LAFFONTA, Pierre RENON et Jean-Paul TARAN

Absents : Marie BAUDOIN, Marc FRATTA, Eric JOSEPH, René NOGUERE, Francis PEDAUZE, Charles ROCHETEAU et Françoise SENTILLES

Secrétaire de séance : Véronique THIRAULT

Objet : CCAM – Approb élabo CC Casteide – DE_2017_137

CCAM – ÉLABORATION CARTE COMMUNALE CASTEIDE-DOAT / ACHEVEMENT DE LA PROCÉDURE SUITE AU TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE

Monsieur le Président rappelle l'arrêté préfectoral n° 65-2016-12-15-008 du 15 décembre 2016 portant modification de l'arrêté de création de la Communauté de Communes Adour Madiran au 1^{er} janvier 2017, entérinant le transfert de la compétence obligatoire « *Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale* ».

Par ailleurs le code de l'urbanisme dispose dans son article L163-3 que « *la carte communale est élaborée à l'initiative de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu et de carte communale.*

L'établissement public de coopération intercommunale mentionné au premier alinéa peut décider, après accord de la commune concernée, d'achever toute procédure d'élaboration ou d'évolution d'une carte communale engagée avant la date de sa création, y compris lorsqu'elle est issue d'une fusion ou du transfert de cette compétence. Il se substitue de plein droit à la commune dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure engagée avant la date de sa création, de sa fusion, de la modification de son périmètre ou du transfert de la compétence. »

Sur le territoire de la Communauté de Communes Adour Madiran, la commune de Casteide-Doat a engagé l'élaboration de sa Carte Communale, avant le transfert de compétences à l'EPCI, par une délibération de son conseil municipal n° 20160206/5 en date du 02 juin 2016.

Aussi,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment les articles L101-1, L101-2, L163-3;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Casteide-Doat n° 20160206/5 en date du 02 juin 2016 approuvant l'élaboration d'une Carte Communale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 65-2016-12-15-008 du 15 décembre 2016 portant modification de l'arrêté de création de la Communauté de Communes Adour Madiran au 1^{er} janvier 2017 et notifié le 22 décembre 2016, modifiant les statuts de la Communauté de Communes Adour Madiran par mention de la compétence « *Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale* » ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Casteide-Doat n° 20173006/1 en date du 30 juin 2017 donnant son accord à la Communauté de Communes Adour Madiran pour achever la procédure d'élaboration de la Carte Communale de Casteide-Doat ;

Considérant que la procédure a été engagée avant la date du transfert de la compétence « *Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur, plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale* » à la Communauté de Communes Adour Madiran ;

Considérant que la commune concernée par cette procédure a donné son accord pour l'achèvement de cette dernière par la Communauté de Communes Adour Madiran ;

Entendu l'exposé de Monsieur le Président et après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité des membres, décide :

↳ d'achever la procédure d'élaboration de la Carte Communale de la commune de Casteide-Doat, approuvée par délibération du conseil municipal en date du 02 juin 2016 ;

↳ de dire que le Président de la Communauté de Communes Adour Madiran se

substituera de plein droit dans tous les actes et délibérations afférents à la procédure que le conseil communautaire décide d'achever par la présente délibération. Pour autant, la partie de la procédure restant à financer demeure à la charge de la commune ;

↳ de mandater Monsieur le Président pour mener à bien ce dossier.

La présente délibération sera notifiée au préfet et aux personnes publiques associées, conformément à l'article L132-7 du Code de l'Urbanisme.

La présente délibération fera l'objet d'un affichage au siège de la Mairie durant un mois.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Le Président,
Frédéric RÉ



Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture le --- / --- / 2017 et publié ou notifié le ---- / ---- / 2017

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication / notification.